

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 24 (1932)
Heft: 1

Artikel: Le développement de l'économie collective
Autor: Weber, Max
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383839>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

24^{me} année

Janvier 1932

N° 1

Le développement de l'économie collective. Les tâches de la classe ouvrière.

Par *Max Weber*, Berne.

Toute crise économique capitaliste remet chaque fois en question l'avenir et la durée du capitalisme. L'acuité de la crise actuelle mène inmanquablement à des exagérations en ce qui concerne l'avenir du capitalisme. Des milieux étendus, voire même des couches populaires qui ne sont pas socialistes, ont perdu confiance dans le régime capitaliste. Cela se comprend. Un système économique qui a pour résultat la marche à vide dans une proportion de 10 à 30 % de l'appareil de production industrielle, et entraîne avec elle une perte économique de plus de 100 milliards par année, un système économique qui fait 25 millions de chômeurs, qui réduit de moitié et plus même la valeur des capitaux mobilisés en valeurs, un tel système économique ne peut finalement que prouver son inefficacité, son incapacité aux profanes.

La crise actuelle, prend à certains moments le caractère d'une véritable panique, spécialement les milieux qui sont atteints par la baisse du prix des marchandises et des effets en banque. Rien n'illustre mieux cette impuissance capitaliste que la déclaration du gouverneur de la banque d'Angleterre Montague Norman, lequel a dit que le système capitaliste serait anéanti d'ici une année, si on ne prend pas des mesures draconiennes pour le sauver.

Bien avant la crise déjà, la classe ouvrière qui était renseignée, n'avait plus confiance dans l'économie capitaliste. Elle sait que l'exploitation, la dépendance dont souffrent les détenteurs de capitaux et les crises périodiques ne peuvent être éliminées que par une économie basée sur le collectivisme. La classe ouvrière étant plus que toute autre classe appelée à subir en première ligne les effets de la crise, il va de soi que la crise éveille en elle la crainte d'un effondrement imminent du capitalisme, et l'ardent espoir d'assister sous peu à l'organisation d'un régime économique socialiste. La lutte électorale qui s'est livrée en Suisse l'automne dernier a orienté cet espoir dans une certaine direction,

vers la conquête du pouvoir politique. Nombreux sont ceux qui croient que le capitalisme ne peut se remplacer qu'au moyen de la politique.

Cette idée est fautive, et il faut la combattre énergiquement. Une constatation économique ne peut pas être sensiblement modifiée par la politique. Ce serait faire fi de toute expérience, de toute connaissance théorique. Fait curieux, des personnes qui ne jurent que par le marxisme se prononcent en faveur de cette conception du plus pur anti-marxisme. Il convient au contraire, de rappeler sans cesse que le développement économique est la base. Ce développement peut être encouragé par un travail d'édification économique systématique rendu utile par les forces que possède l'économie, et orienté dans une certaine direction; et, fort naturellement, on peut obtenir et activer ce processus de développement économique par des moyens politiques; ces moyens peuvent également endiguer ce développement. Cependant, lorsque le système politique est incompatible avec le développement économique, ce dernier est finalement anéanti, comme ce fut le cas, lorsque la révolution bourgeoise délivra l'économie capitaliste, qui était en train de se répandre, des liens du féodalisme et des corporations.

Quoi qu'il en soit, les pouvoirs économiques sont presque toujours considérablement plus importants que les pouvoirs politiques et, il est illusoire de croire qu'on peut à la longue compenser une faible position économique par un puissant pouvoir politique.

On comprend néanmoins fort bien la raison pour laquelle en temps de crise, on en vient à penser que le capitalisme doit être maintenant éliminé avec l'aide de l'Etat. Dans la lutte économique, la classe ouvrière est rendue plus faible par la crise. Elle ne peut plus réaliser ses revendications par ses propres moyens, mais elle est acculée à la défensive. Elle n'est également pas à même de combattre efficacement la crise bien qu'elle en connaisse parfaitement les causes. Et pourtant, la crise capitaliste est un tel non-sens que la raison humaine se révolte à l'idée qu'on ne peut l'abolir. C'est pourquoi, on ajoute volontiers foi à l'idée qu'un miracle pourrait se produire pour donner le coup de grâce au capitalisme. Naphtali a parfaitement raison lorsqu'il écrit qu'il faut éviter de discuter du problème ayant trait à la réédification du système économique, problème qui dans la période de dépression est particulièrement difficile à résoudre.

Supposons un instant que le capitalisme va s'effondrer. Que se représente-t-on exactement par là? Je pense que Norman lui-même n'a pas une idée très exacte à ce sujet. La crise est en quelque sorte déjà un effondrement du capitalisme. Mais lorsque l'on en parle, on pense qu'il cesse de fonctionner et que quelque chose d'autre le remplacera. Supposons tout d'abord que les dirigeants de l'économie capitaliste abandonnent leurs postes (il est certain qu'ils ne le feront jamais). Qu'arriverait-il? Aurions-nous

dans nos rangs des hommes suffisamment capables de maintenir et de diriger le cours de la vie économique? Aurions-nous les organisations économiques indispensables pour rendre possible le bon fonctionnement d'une économie dirigée? Aurions-nous dans l'économie les points d'appui et les pionniers nécessaires à l'édification d'une telle économie?

On reconnaîtra avec raison: Cette édification demandera des années; les relations économiques ne peuvent être construites mécaniquement. Elles doivent croître organiquement. La Russie, pays où toutes les constructions ébauchées ont subi un mouvement rétrograde et où les travaux d'un développement méthodique ont dû être réduits, en donne la confirmation.

Il faut que la classe ouvrière sache que l'idée qu'elle se fait que le capitalisme doit s'effondrer un jour et qu'une autre organisation le remplacera d'un jour à l'autre, est une utopie. Il faut lui dire qu'elle s'illusionne lorsqu'elle croit qu'un revirement soudain pourrait se faire grâce au pouvoir politique. (Abstraction faite que nous sommes bien loin d'un pouvoir politique.) Nous détruirons peut-être bien des espoirs et il est fort probable que nous ne serons pas toujours compris au premier abord. Il est cependant préférable que nous mettions ces illusions en face d'une politique de réalisation plutôt que de les voir sombrer devant les événements, d'où résultent facilement la déception et la passivité.

Prendre une telle attitude ne signifie pas que l'on renonce à vaincre le capitalisme ou encore qu'il s'agit d'inactivité. Elle signifie au contraire une lutte contre le fatalisme qu'il y a à vouloir attendre que la crise déclenche l'effondrement du capitalisme plutôt que de la déclencher par la lutte et le travail des forces anti-capitalistes. Ce qu'il faut, c'est être actif, c'est redoubler d'activité.

Cette activité ne doit pas s'exercer sous forme de propagande ou de recrutement de membres. Elle doit être avant tout une activité économique, c'est-à-dire que la classe ouvrière doit adopter une ligne de conduite qui lui permettra d'utiliser plus judicieusement et de mieux concentrer ses forces économiques.

Il existe actuellement déjà de nombreuses entreprises collectives. Une sensible partie de l'économie s'est déjà soustraite au capitalisme. A part les entreprises étatistes et communales, ce sont les coopératives dans le commerce et dans la production qui, dans l'économie actuelle, cherchent à réaliser les bases de l'économie collective. C'est dans ce domaine que doit s'exercer toute notre activité. Vaudrait-il la peine de parler d'une économie générale dirigée si nous ne pouvons pas même travailler méthodiquement dans les sphères de l'économie que nous détenons ou que nous pourrions du moins facilement influencer?

Grâce à de gros efforts, la classe ouvrière, plus spécialement les syndicats, ont pu créer des entreprises de production. Souvent ces entreprises ont été maintenues au prix de grands sacrifices.

Certaines d'entre elles se sont bien développées, d'autres ont moins bien réussi. Cependant, qu'a-t-on fait jusqu'à ce jour pour utiliser judicieusement le pouvoir économique de ces entreprises ou, mieux encore, pour favoriser leur extension? Il est certain que nous ne devons pas commettre la même erreur que nos devanciers qui attendaient des miracles de ces coopératives de production. Par contre, nous devons combattre l'indifférence avec laquelle on traite aujourd'hui ces entreprises et en général tout ce que l'on considère comme « petit moyen » pour vaincre le capitalisme.

Il en est exactement de même avec les coopératives de consommation. La classe ouvrière les reconnaît en principe, mais que fait-elle pratiquement pour les développer? Nous savons ce que d'aucuns peuvent nous répondre, mais, ne faut-il pas reconnaître que très souvent l'indifférence des ouvriers est seule responsable de ce que les progrès ne soient pas plus sensibles et de ce que l'on n'arrive pas à faire mieux? Quoi qu'il en soit, l'imperfection d'une entreprise que l'on considère comme moyen de lutte dans le système économique actuel, ne doit pas être pour nous une raison de rester inactif, ou de se croiser les bras.

Le mouvement ouvrier lutte âprement contre ses adversaires du régime capitaliste pour gagner peu à peu du terrain. Mais, qui peut prétendre qu'il consacre la même énergie à soutenir ses propres entreprises? La période actuelle, durant laquelle les conditions politiques sur le terrain fédéral sont à nouveau fixées pour un certain temps et du fait que la crise oblige les syndicats à se tenir davantage sur la défensive, doit être mise judicieusement à contribution, il faut que nous l'utilisions pour déployer plus d'activité en faveur de nos entreprises collectives.

Il faut que nous examinions quelles sont les possibilités de développer dans une plus large mesure, ce qui existe déjà en Suisse dans le domaine du collectivisme.

C'est là une tâche de la plus grande importance pour diverses raisons. Elle peut avoir également une grande portée sur la politique à venir. Si l'on constate que de nombreux milieux ont perdu confiance dans le capitalisme, il est juste aussi de reconnaître que le socialisme n'a pas su gagner cette même confiance, sinon les élections au Conseil national auraient pris une autre tournure. Seules les masses ouvrières qui « savent » ont manifesté leur méfiance à l'égard des capitalistes par leur bulletin de vote. C'est pourquoi on n'a pu éviter un vote de confiance de 70 % en faveur du capitalisme. Mais, cela prouve aussi que le 30 % est persuadé que l'on pourrait remplacer ce capitalisme par quelque chose de mieux. Il faut comprendre cette situation. Le citoyen suisse, de par sa nature, est réfléchi et partisan d'une politique de réalisation. Il veut être absolument sûr avant de reconnaître toute innovation. Il se peut donc fort bien qu'une activité décuplée, que de nouveaux progrès et que la prospérité de l'économie collective parviendraient mieux à le convaincre que toutes

les explications qu'on pourrait lui donner sur l'imperfection du système économique capitaliste. Les succès les plus durables n'ont-ils pas été remportés sur le terrain communal où l'on a pu prouver pratiquement par le développement, ce que le mouvement ouvrier désire accomplir?

Supposons que les 200,000 syndiqués ne s'associent pas uniquement dans le but de mieux utiliser les forces du travail, mais également dans celui d'agir d'une manière anti-capitaliste dans l'utilisation de leur revenu. Ils réserveraient leurs moyens d'achat aux coopératives et leurs économies à la Banque centrale coopérative; ils préféreraient les logements des coopératives de construction, afin d'anéantir l'exploitation des usuriers et partout où le fait serait possible, ils soutiendraient les coopératives de production — on ne peut s'imaginer le développement et l'extension que prendraient alors nos entreprises.

Nous ne voulons poursuivre aucune illusion. Nous savons très bien que nous ne pouvons pas attendre de celui qui adhère à un syndicat, qu'il sache de suite ce qu'il doit faire pour contribuer au développement d'une autre économie. Néanmoins, personne ne pourra contester que dans ce domaine on pourrait faire beaucoup plus qu'on n'a fait jusqu'à ce jour.

On parle beaucoup du plan quinquennal russe. D'aucuns s'en moquent, d'autres doutent, d'autres encore admirent sans réticence. Il ne m'appartient pas de dire lesquels ont raison. Quoiqu'il en soit, les efforts tentés en Russie pour la réorganisation de l'économie ne peuvent que nous pousser à l'admiration. Malgré toutes les récusations des méthodes russes, malgré toutes les réserves que nécessitent les résultats obtenus jusqu'à présent, il faut néanmoins reconnaître: il est merveilleux de voir comment les Russes comprennent le désir des ouvriers et comment ils parviennent à exciter leurs aspirations à une meilleure existence.

Ne pourrions-nous pas, nous aussi, établir un plan, afin de mettre toutes les forces du mouvement ouvrier à contribution et de les consacrer à des tâches déterminées? Il faudrait donner une forte impulsion pour qu'une partie de la population tire en mesure à la même corde. Les conditions nécessaires à ce mouvement sont absolument indépendantes de la situation économique; elles résident dans la force des ouvriers et dans leur bonne volonté. La période de crise serait précisément propice à un mouvement de ce genre. L'économie méthodique par nos propres moyens, telle est notre devise.